

APPRENDRE POUR MIEUX LUTTER

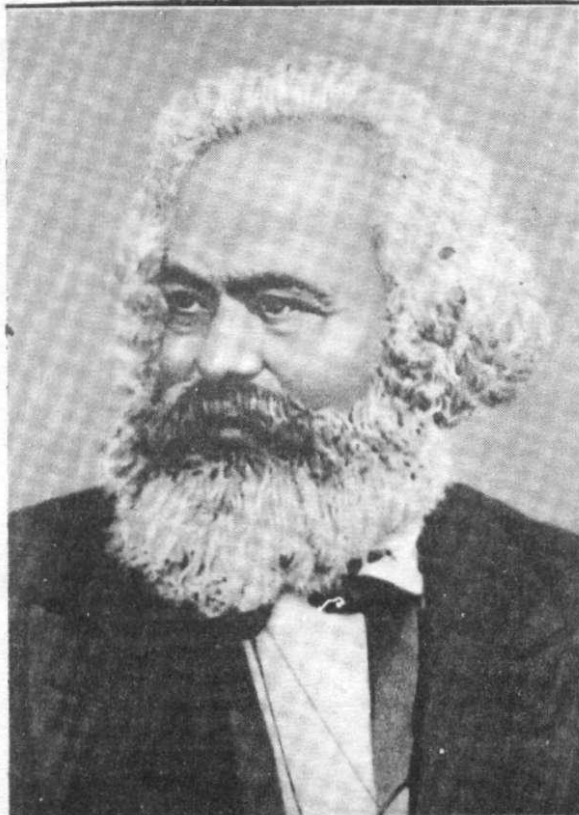


SUITE AUX DECLARATIONS DE M. MARCHAIS ...

La dictature
du Proletariat
c'est dépassé
---!!



MARX, ENGELS, LENINE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT



Karl MARX

MARX

«Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve :

1/ que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases déterminées du développement historique de la production,

2/ que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat,

3/ que cette dictature elle-même ne constitue que la transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes».

(lettre à Joseph Weydemeyer - 1852)

Rebelles - février - 30

«Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. Pendant cette période de transition politique, l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat».

(Critique du programme de Gotha 1875)

*

AU LENDEMAIN DE LA COMMUNE MARX DÉCLARAIT QUE LE PROLETARIAT

«ne peut pas simplement mettre la main sur une machine d'Etat, «toute faite», mais doit briser la machine militaire et bureaucratique de l'Etat bourgeois et instaurer la Dictature du Proletariat».

ENGELS

«La guerre civile en France»
(Editions de Pékin)

«La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière une fois au pouvoir ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression jusqu'alors employé contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables. En quoi consistait, jusqu'ici, le caractère essentiel de l'Etat? La société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps, ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci. On peut en voir des exemples, non seulement dans la monarchie héréditaire, mais également dans la république démocratique. Nulle part les «politiciens» ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord précisément. (...)

Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement aux choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers.

Ainsi, on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans parler de la décision supplémentaire d'imposer des mandats impératifs aux délégués, aux corps représentatifs.

Mais en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature à l'air? Regardez la Commune de Paris. C'était la Dictature du Proletariat».

*

«L'Etat» n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer la force de ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un «Etat» populaire libre: tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, il en a besoin non pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel...»

LENINE («L'Etat et la Révolution»
Editions de Pékin)

«Maintenant, la question se pose un peu autrement: le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste, est impossible sans une «période de transition politique»; et l'Etat de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie? (...)

La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique: une liberté pour les proprié-

APPRENDRE POUR MIEUX LUTTER



taires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se « désintéressent de la démoc-

l'expérience de la Commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppres-

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

- pour que le prolétariat puisse réprimer par la violence ses adversaires.

Kautsky n'entend rien à ces explications. Epris de la démocratie « pure » dont il ne voit pas le caractère bourgeois, il soutient avec une « belle logique » que la majorité, du moment qu'elle est majorité, n'a pas besoin de briser la « résistance » de la « minorité », de la « réprimer par la violence ». Il lui suffit de réprimer les cas de violation de la démocratie.

« La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités gardent inévitablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploités qui ne s'attendaient pas à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine décuplée, pour reconquérir le « paradis » perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la « vile populace » condamne à la ruine et à la misère (ou au « vil » labeur...).

Dans cette situation, à une époque de guerre acharnée, aigüe, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, parler de majorité et de minorité, de démocratie pure, d'inutilité de la dictature, d'égalité entre exploités et exploités ! Quel gouffre de stupidité, quel abîme de philistinisme il faut pour en arriver là ! »



Friedrich
ENGELS

cratie», « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale. (...)

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les « menus » (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc...) dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les « miséreux » !), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc, etc... - on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais connu eux-mêmes le besoin et n'ont jamais approché les classes opprimées ni la vie des masses qui les composent (et c'est le cas des neuf-dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), - mais totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce *trait essentiel* de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de

seurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, - inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, - ne mène pas simplement, directement et sans heurts « à une démocratie de plus en plus parfaite », comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; (...)

Or la dictature du prolétariat, c'est à dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. *En même temps* qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Lénine (« La Révolution Proletarienne et le renégat Kautsky »)

(Editions de Pékin)

*

LENINE

Au renégat Kautsky qui demandait « pour quels motifs la domination du prolétariat devrait-elle revêtir et revêtirait-elle nécessairement une forme incompatible avec la démocratie ? », Lénine répondait :

« Kautsky est aussi loin de Marx et d'Engels que le ciel est loin de la terre, qu'un libéral est loin d'un révolutionnaire prolétarien. La démocratie pure ou simplement la « démocratie » dont parle Kautsky n'est qu'une périphrase de ce même « Etat populaire libre », c'est-à-dire une chose parfaitement absurde.

Avec l'érudition d'un imbécile savantissime de cabinet, ou avec la candeur d'une fillette de dix ans, Kautsky s'interroge : à quoi bon la dictature du prolétariat du moment qu'on a la majorité ? Or Marx et Engels nous expliquent :

- pour briser la résistance de la bourgeoisie
- pour inspirer la terreur aux réactionnaires
- pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie



Vladimir LÉNINE

LÉNINE...

« Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise... »

Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. (L'Etat et la Révolution)